

# Perspectives

## sectorielles

### 2006-2008

## Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine



Service  
Canada

Canada

**Perspectives**

**sectorielles**

**2006-2008**

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

**Auteur**

Sylvain Labbé, économiste  
Service Canada  
Région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine  
Téléphone : (418) 368-3331 • 1-877-844-3331  
Courriel : sylvain.labbe@servicecanada.gc.ca

**Révision**

Direction de l'analyse socio-économique  
Service Canada  
Région du Québec

**Avec la collaboration de**

Direction des communications et des services ministériels  
Service Canada  
Région du Québec

**Graphisme**

Josée Gaudreault, graphiste et illustratrice

**Photos**

Image modifiée, Denis Chabot, © Le Québec en images, CCDMD  
Image modifiée, Pierre François Beaudry, © Le Québec en images, CCDMD  
Image modifiée, Martin Caron, © Le Québec en images, CCDMD

Mars 2006

**Cette publication est aussi disponible à l'adresse Internet :** [www150.hrdc-drhc.gc.ca/asp/ww-mt/Accueil.asp](http://www150.hrdc-drhc.gc.ca/asp/ww-mt/Accueil.asp)

*This publication is also available in English.*

Dans ce document, l'usage exclusif du masculin pour désigner les personnes n'a pour seul but que d'alléger le texte.

Le contenu de ce document découle d'analyses réalisées par son auteur et ne reflète pas nécessairement le point de vue du gouvernement du Canada.

No de Cat. : SG2-1/8-2006F-PDF

ISBN : 0-662-71705-8

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2006

## Table des matières

<b>Sommaire</b> . . . . .	4
<b>Introduction</b> . . . . .	6
<b>Notes méthodologiques</b> . . . . .	7
<b>Partie 1 : Vue d'ensemble</b> . . . . .	9
Description du territoire . . . . .	9
Environnement économique . . . . .	9
Indicateurs du marché du travail . . . . .	10
Population en âge de travailler . . . . .	11
Population active . . . . .	11
Personnes occupées et en chômage . . . . .	12
<b>Partie 2 : Perspectives sectorielles</b> . . . . .	12
Vue d'ensemble . . . . .	13
Secteur primaire . . . . .	14
Agriculture . . . . .	15
Pêche . . . . .	16
Foresterie et exploitation forestière . . . . .	17
Extraction minière et extraction de pétrole et gaz . . . . .	18
Secteur manufacturier . . . . .	19
Manufacturier lié à la consommation . . . . .	20
Manufacturier lié aux ressources . . . . .	21
Manufacturier lié aux investissements . . . . .	22
Industrie de la construction . . . . .	22
Services à la consommation . . . . .	23
Commerce de détail . . . . .	24
Hébergement et restauration . . . . .	24
Information, culture et loisirs . . . . .	25
Autres services à la consommation . . . . .	25
Services à la production . . . . .	26
Services gouvernementaux et parapublics . . . . .	26
Services d'enseignement . . . . .	27
Soins de santé et assistance sociale . . . . .	28
Administrations publiques . . . . .	28
<b>Conclusion</b> . . . . .	30
<b>Liste des tableaux</b>	
<b>1</b> Principaux indicateurs du marché du travail - 2003-2005 . . . . .	10
<b>2</b> Répartition et perspectives de l'emploi selon certains regroupements industriels . . . . .	13
<b>3</b> Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur primaire . . . . .	14
<b>4</b> Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur manufacturier . . . . .	19
<b>5</b> Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la consommation . . . . .	23
<b>6</b> Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la production . . . . .	26
<b>7</b> Répartition et perspectives de l'emploi dans les services publics et parapublics . . . . .	27

## Sommaire

La population de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se chiffrait à 96 900 personnes en 2001, en chute de -8 % par rapport à 1996 (hausse de 1,4 % pour le Québec). La baisse est généralisée dans toutes les municipalités régionales de comté (MRC) : La Côte-de-Gaspé a enregistré la plus forte diminution, soit -11 %, tandis qu'Avignon a inscrit la plus faible, soit (-4 %). La région est aux prises avec une faible fécondité et des soldes migratoires négatifs accentués par un contexte économique fragile. Cette décroissance démographique importante ne pourra être freinée par une immigration presque inexistante dans la région. L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) prévoit que la population devrait décliner d'un autre 8 % de 2001 à 2011 (hausse de 5 % pour le Québec). Notons que cette baisse est proportionnellement la plus forte prévue par l'ISQ.

## Perspectives économiques

Depuis quelques années, la population en âge de travailler semble vouloir se stabiliser mais sa moyenne d'âge est à la hausse. Par ailleurs, après avoir augmenté en 2003, la population active a connu des pertes importantes en 2004 et 2005. L'emploi a signé une bonne performance en 2003. Malheureusement, celle-ci ne s'est pas poursuivie en 2004 et pour une partie de 2005. La deuxième moitié de 2005 a vu une certaine amélioration des principaux indicateurs du marché du travail.

Pour 2006-2008, la croissance de l'emploi devrait être de 0,5 % en moyenne annuelle (1,1 % pour le Québec). Même si elle paraît faible, celle-ci pourrait être suffisante pour pousser le taux de chômage sous les 18 %, compte tenu de la structure d'âge vieillissante de la population active. Malgré tout, la région a un rattrapage à effectuer si elle veut atteindre sa part de l'emploi. Avec un peu moins de 1,4 % de la population en âge de travailler du Québec, la région possède moins de 1 % des emplois.

## Perspectives sectorielles

Malgré le poids relatif du secteur des services dans l'économie de la région (79 %), les activités du secteur primaire en constituent toujours la base. L'exploitation des ressources marines et forestières occupe une place de choix et génère des activités de transformation qui emploient un nombre équivalent de personnes.

## Secteur primaire

Le secteur primaire génère plus de 8 % de la main-d'œuvre totale de la région (2,6 % pour le Québec), concentrée dans les sous-secteurs de la foresterie et de la pêche. À court terme, les perspectives de l'industrie de la pêche semblent sombres en raison de la disponibilité réduite de la ressource, des prix du marché et de la valeur du dollar canadien. Le sous-secteur de l'extraction minière a presque disparu. Seule l'agriculture, encore très marginale, pourrait croître d'ici 2008, dans un secteur primaire globalement en contraction. La mariculture apporterait une légère contribution à cette croissance. Rappelons le caractère saisonnier des activités d'exploitation des ressources naturelles, l'emploi y fluctuant énormément selon la période de l'année.

## Secteur secondaire

Le secteur manufacturier est peu présent, ne représentant que 9 % de l'emploi régional (17 % pour le Québec), et se concentre dans des sous-secteurs liés à l'exploitation des ressources naturelles : la forêt et la mer. Malgré un secteur primaire en décroissance, intimement lié au manufacturier, la croissance de l'emploi de ce dernier devrait s'approcher de la croissance moyenne prévue pour l'ensemble de la fabrication québécoise (0,9 %), grâce aux investissements manufacturiers générés pour la fabrication des éoliennes requises pour l'installation des 1 000 MW d'énergie éolienne.

Le secteur de la construction devrait progresser de 1,3 % annuellement. L'activité dans la construction institutionnelle et commerciale et dans la construction résidentielle semble se maintenir. Les activités liées à la construction des parcs d'éoliennes et à l'appel d'offres de 1 000 MW d'Hydro-Québec devraient favoriser une hausse des heures travaillées dans le secteur du génie civil et de la voirie.

## Secteur tertiaire

D'ici 2008, le secteur des services connaîtra une croissance inférieure à celle du Québec (0,8 % comparativement à 1,3 %). Le déclin démographique limitera la création d'emploi dans les secteurs les plus sensibles aux dépenses de consommation et dans les services publics et parapublics. Pour ces derniers, la performance du secteur des soins de santé et assistance sociale sera positive mais inférieure à celle de l'ensemble du Québec. Supportés par la venue de l'éolien, les services à la production seront les plus performants. Les développements à venir dans l'industrie touristique supporteront également la création d'emplois.

## Introduction

Service Canada développe, à chaque année, des scénarios de prévisions à moyen terme de l'emploi selon les industries et les professions pour l'ensemble du Québec et pour chacune de ses régions économiques. Les résultats de ces analyses sont publiés sous la forme d'une série d'études qui visent à donner un aperçu global de l'évolution récente et des perspectives du marché du travail au Québec et dans ses différentes régions.

Contrairement aux dernières années, nous présentons les résultats de nos analyses dans deux documents distincts mais complémentaires. Le présent document traite des perspectives sectorielles alors qu'un second document, publié ultérieurement, présentera les perspectives professionnelles.

Cette série de documents intéressera, nous l'espérons, les personnes cherchant leur voie sur le marché du travail ainsi que celles qui les appuient dans cette démarche, qu'il s'agisse des parents et du personnel du milieu de l'éducation ou des services d'aide à l'emploi. Elle devrait également intéresser les entreprises et les associations d'employeurs désireuses d'identifier certains enjeux relatifs à la gestion des ressources humaines dans leur industrie.

Le présent document comporte deux sections. La première partie dresse un portrait d'ensemble du marché du travail de la région : y sont présentés un aperçu de l'évolution économique et les principaux indicateurs du marché du travail. La deuxième partie aborde les perspectives sectorielles sur la base de regroupements industriels définis à partir du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

## Notes méthodologiques

### Niveaux estimés d'emploi

Les estimations d'emploi par industrie sont basées sur les données de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada. Ce choix a été motivé par le fait que l'EPA constitue la seule source à la fois fiable et continue de l'évolution de l'emploi tant au Québec que dans les régions. Compte tenu que certaines industries sont associées à de faibles niveaux d'emploi dans plusieurs régions économiques, d'autres sources de données, principalement de nature administrative, ont été parfois utilisées pour pallier au manque de fiabilité de l'EPA dans ces industries. De plus, des moyennes des trois dernières années (2003-2004-2005) sont présentées dans les tableaux statistiques pour donner une indication plus fiable des niveaux d'emploi.

Les projections d'emploi ont été établies pour une période de trois ans s'étendant de 2006 à 2008. Elles ont été effectuées au cours de l'hiver 2005-2006 et sont le fruit d'un travail de collaboration de l'ensemble des économistes de Service Canada présents dans toutes les régions du Québec. Elles sont aussi redevables au partenariat du Système de projection des professions au Canada (SPPC) sans lequel nous ne disposerions pas de plusieurs des outils d'analyse et de prévisions à la base de cette étude.

### Regroupements industriels

L'analyse industrielle présentée dans ce document repose sur une agrégation basée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Nous présentons ici un bref aperçu de la composition de chacun de ces groupes. Une définition précise des industries est disponible dans le SCIAN publié par Statistique Canada.

#### Secteur primaire

11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse

21 Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz

#### Secteur manufacturier

31-33 Fabrication

Les regroupements suivants peuvent également avoir été utilisés :

#### Manufacturier lié à la consommation

311 Fabrication d'aliments

312 Fabrication de boissons et de produits du tabac

313 Usines de textiles

314 Usines de produits textiles

315 Fabrication de vêtements

316 Fabrication de produits en cuir et de produits analogues

323 Impression et activités connexes de soutien

337 Fabrication de meubles et de produits connexes

339 Activités diverses de fabrication

Manufacturier lié aux ressources

- 321 Fabrication de produits en bois
- 322 Fabrication du papier
- 324 Fabrication de produits du pétrole et du charbon
- 327 Fabrication de produits minéraux non métalliques
- 331 Première transformation des métaux

Manufacturier lié aux investissements

- 325 Fabrication de produits chimiques
- 326 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique
- 332 Fabrication de produits métalliques
- 333 Fabrication de machines
- 334 Fabrication de produits informatiques et électroniques
- 335 Fabrication de matériel, d'appareils et de composantes électriques
- 336 Fabrication de matériel de transport

Construction

- 23 Construction

Services à la consommation

- 44-45 Commerce de détail
- 51 Industrie de l'information et industrie culturelle
- 71 Arts, spectacles et loisirs
- 72 Hébergement et services de restauration
- 81 Autres services, sauf les administrations publiques

Services à la production

- 22 Services publics
- 41 Commerce de gros
- 48-49 Transport et entreposage
- 52 Finances et assurances
- 53 Services immobiliers et services de location et de location à bail
- 54 Services professionnels, scientifiques et techniques
- 55 Gestion de sociétés et d'entreprises
- 56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services gouvernementaux et parapublics

- 61 Services d'enseignement
- 62 Soins de santé et assistance sociale
- 91 Administrations publiques

## Partie 1 : Vue d'ensemble

### Description du territoire

La région économique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine c'est d'abord une vaste péninsule de 20 400 kilomètres carrés qui s'avance dans le golfe du Saint-Laurent, à l'extrémité sud-est du Québec. C'est aussi l'archipel madelinien situé à 200 km des côtes gaspésiennes. La péninsule comprend exactement les limites des cinq (5) municipalités régionales de comté (MRC) suivantes : La Haute-Gaspésie, La Côte-de-Gaspé, Le Rocher-Percé, Bonaventure et Avignon. L'archipel madelinien quant à lui correspond à la MRC Les Îles-de-la-Madeleine.

Selon les données du recensement de 2001, la région comptait 96 925 personnes. Il s'agit d'une décroissance de 7,8 % par rapport aux données du recensement précédent (1996).

### Environnement économique

L'économie de la région a connu des bouleversements structurels importants qui ont entraîné des pertes d'emplois élevées

Depuis le début des années 90, l'économie de la région a connu des bouleversements structurels importants qui ont entraîné des pertes d'emplois élevées. La récession économique de 1991-1992 a provoqué des diminutions importantes dans le secteur des services qui n'ont pas toutes été récupérées malgré la reprise qui a suivi. Quelques années plus tard, les industries des pêches et de la transformation des produits marins subissent à leur tour un coup dur par l'imposition d'un moratoire sur la pêche au poisson de fond.

Le secteur de la fabrication a subi plusieurs fermetures importantes vers la fin des années 90. La fermeture de l'usine Gaspésia par la papetière Abitibi-Consolidated à Chandler et la fin des activités de la fonderie de Mines Gaspé, propriété de Noranda à Murdochville, ont constitué des chocs importants pour l'économie de la région. Plus récemment, la fin des activités minières à Murdochville, l'arrêt de la modernisation d'une usine de papier glacé et la fermeture de la cartonnerie Smurfit-Stone ont marqué le marché du travail.

L'ensemble des indicateurs du marché du travail montre un portrait peu enviable de la situation de l'emploi dans la région

Le marché du travail régional ne représente que 1 % de l'emploi du Québec alors que sa population en âge de travailler constitue 1,4 % de la population québécoise. Cela illustre la faiblesse de son économie. L'ensemble des indicateurs du marché du travail montre un portrait peu enviable de la situation de l'emploi dans la région. Le rattrapage à effectuer pour rejoindre la moyenne provinciale demeure considérable.

Le développement de la filière éolienne semble prometteur pour la région. La construction de plusieurs parcs éoliens, la présence sur le territoire d'une entreprise de fabrication de pales et le développement d'activités liées à l'éolien dans d'autres entreprises stimulent le marché du travail.

Pour 2006-2008, les perspectives économiques liées au développement de l'industrie éolienne et au tourisme devraient favoriser la création d'emplois dans la région. Certes la décroissance démographique tire à la baisse les perspectives mais tout de même près de 500 nouveaux emplois seraient créés d'ici la fin de 2008. Il s'agit d'un taux de croissance moyen de 0,5 %. Ce taux reste néanmoins inférieur à celui estimé pour le Québec (1,1 %).

## Indicateurs du marché du travail

La performance globale des trois dernières années (2003-2005) est supérieure à celle de la précédente. Pour la période 2000-2002, l'économie régionale avait procuré de l'emploi à 33 300 personnes alors qu'une moyenne de 33 900 a travaillé durant la période de 3 ans qui vient de se terminer. Le taux d'activité est demeuré à peu près stable et il y avait environ 900 personnes de moins affirmant être à la recherche d'un emploi.

Tableau 1  
**Principaux indicateurs du marché du travail - 2003-2005**  
Région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

	2003	2004	2005	2003-2005
Population de 15 ans et plus	79 300	79 700	80 400	79 800
Population active	42 700	41 200	40 700	41 500
Personnes occupées	35 200	33 100	33 400	33 900
Chômeurs	7 600	8 000	7 300	7 600
Taux de chômage	17,8 %	19,6 %	18,1 %	18,3 %
Taux d'activité	53,9 %	51,7 %	50,6 %	52,0 %
Taux d'emploi	44,3 %	41,6 %	41,6 %	42,5 %

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active  
Compilations Service Canada

En 2005,  
le marché du travail  
régional a affiché  
un bilan partagé

Toutefois, plus récemment, en 2005, le marché du travail régional a affiché un bilan partagé. Le nombre de personnes occupées est demeuré stable et le nombre de chômeurs a baissé. Par contre, l'activité sur le marché du travail a diminué pour entraîner à la baisse le taux d'activité. En fait, l'année qui vient de passer comporte deux périodes. Jusqu'en mai, le marché du travail a continué la chute entamée au début de 2004. Pour le reste de l'année, les indicateurs du marché du travail ont entrepris un mouvement à la hausse.

## Population en âge de travailler

En raison du contexte démographique de la région, la population en âge de travailler est en décroissance depuis 1994. Selon les dernières estimations de Statistique Canada, la baisse semble vouloir se stabiliser aux environs de 80 000 individus. Depuis 2004, les estimations affichent un début de hausse pour se situer à 80 400 en 2005. Par contre, la décomposition des estimations par groupe d'âge nous indique que la croissance des effectifs se situe uniquement chez les individus de 55 ans et plus.

Mentionnons que les données du dernier recensement du Canada avaient fait état d'une baisse de 8 250 personnes entre 1996 et 2001. La population de 15 ans et plus comptait 4 425 individus en moins.

Les effectifs des classes d'âge de moins de 15 ans, en diminution croissante suite au taux de fécondité faible des dernières années, ne peuvent contribuer à accroître le bassin de la population en âge de travailler de la région. Entre 1996 et 2001, Statistique Canada a recensé 3 790 individus de moins dans le groupe des 0 à 14 ans. Depuis 1986, la région a enregistré des indices synthétiques de fécondité inférieurs à la moyenne québécoise.

Le bilan migratoire fortement déficitaire des dernières années a contribué majoritairement à la décroissance démographique régionale. Entre les deux derniers recensements, environ 12 600 personnes ont quitté la région pour s'établir ailleurs au Québec et 5 000 y sont revenues. Les autres provinces du Canada ont, quant à elles, reçu un apport net de près de 850 personnes en provenance de la région. Néanmoins, selon les plus récentes données, le bilan migratoire interrégional semble vouloir s'améliorer. En effet, les deux derniers soldes migratoires ont été presque nuls comparativement à des soldes dépassant les -1 500 individus à la fin des années 90.

En raison principalement du vieillissement des baby-boomers, la structure de la population en âge de travailler s'est fortement modifiée entre 1994 et 2004 : les effectifs de 45 ans et plus constituent maintenant la majorité de la population en âge de travailler. En effet, le groupe d'âge des 45-64 ans a accru sa représentativité de 14 points de pourcentage et constitue, avec le groupe des 65 ans et plus, près de 60 % de la population de 15 ans et plus. La faible natalité et la succession de soldes migratoires négatifs aggravent le vieillissement de la structure d'âge régionale.

## Population active

Pour la dernière année, 40 700 personnes faisaient partie de la population active. Il s'agit d'une baisse importante de 500 personnes par rapport à 2004. Soulignons qu'en 2002, le nombre de participants au marché du travail avait crû de façon notable pour atteindre son volume le plus élevé depuis 1989. Depuis son sommet à 54 % en 2002, le taux d'activité a chuté lui aussi pour se situer à 50,6 % en 2005. Au Québec, les taux d'activité sont à la hausse depuis la fin des années 80 et surpassent les niveaux de la fin des années 80.

Selon les plus récentes données, le bilan migratoire positif interrégional semble vouloir s'améliorer

## Personnes occupées et en chômage

La baisse de la participation au marché du travail est symptomatique d'une conjoncture économique peu enviable. En effet, dans une période où ils perçoivent que l'économie va moins bien, les individus peuvent adopter des comportements entraînant leur retrait de la population active. Par exemple, un travailleur qui perd son emploi peut décider, après une recherche infructueuse, de retourner aux études ou de cesser ses recherches actives. Un étudiant, face à des perspectives limitées d'obtenir un emploi, peut prolonger ses études et, par conséquent, ne pas réintégrer le marché du travail.

Le vieillissement de la population régionale constitue aussi un frein à la croissance de la population active. En effet, les taux de participation sont généralement plus élevés pour les individus se situant dans le groupe des 25-54 ans que dans ceux de 55 à 64 ans (75 % comparativement à 37 %). La décroissance de la population en âge de travailler dans le groupe des moins de 55 ans constitue ainsi un phénomène restreignant le bassin des individus composant la population active.

Le nombre de personnes en emploi a légèrement crû en 2005 par rapport à l'année précédente. Cet indicateur affiche une performance supérieure pour la période 2003-2005 par rapport à la période précédente (33 900 comparativement à 33 300). Malgré tout, la croissance de l'emploi enregistre une performance inférieure à l'ensemble du Québec.

En 2005, environ 27 000 personnes (81 %) occupaient un emploi à temps plein en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. Cette catégorie d'emploi est en baisse depuis les deux dernières années. Par rapport à 2004, le temps partiel a effectué une remontée importante en 2005. En effet, quelque 900 personnes de plus travaillaient à temps partiel. Ce nombre était similaire en 2003. Au Québec, environ 82 % personnes travaillaient à temps plein.

Le taux d'emploi ou rapport emploi-population nous donne un aperçu du nombre de personnes en âge de travailler de la région qui occupent un emploi. En 2005, ce taux pour la région se situait à 41,6 %. En raison de la croissance du nombre de personnes occupées (numérateur) et de la population en âge de travailler (dénominateur), ce taux est demeuré similaire à l'année précédente. Ainsi, il y avait un peu plus de deux personnes sur cinq en âge de travailler qui occupaient un emploi. En 2003, le taux d'emploi avait atteint un sommet historique à 44,3 %. Ce taux est de beaucoup inférieur à celui observé pour l'ensemble du Québec qui enregistre des taux d'emploi oscillant autour de 60 %.

Le caractère saisonnier de l'économie de la région entraîne de fortes variations de cet indicateur. Par exemple, au cours des dernières années, le taux d'emploi a enregistré au plus creux de l'activité saisonnière des niveaux légèrement inférieurs à 40 % et des taux aux environs de 50 % au plus fort de la saison.

## Partie 2 : Perspectives sectorielles

### Vue d'ensemble

Un bref coup d'œil à la structure industrielle régionale indique une plus forte présence du secteur des services. En effet, avec un poids relatif d'environ 79 % de l'emploi régional, les activités liées au secteur des services apparaissent encore plus importantes dans la région que dans l'ensemble du Québec. Par contre, une analyse plus en profondeur indique qu'elle est plutôt la conséquence du caractère très saisonnier de l'économie. Lors de la période de l'année où l'activité économique est à son maximum, le poids relatif du secteur des services est similaire à celui du Québec. De plus, mentionnons que, lors du dernier recensement de Statistique Canada en mai 2001, le secteur primaire et celui de la fabrication comptaient chacun 1 500 emplois de plus que le niveau affiché au tableau 3. Les parts relatives de ceux-ci se situaient respectivement à 12 % et 11 %.

Tableau 2

#### Répartition et perspectives de l'emploi selon certains regroupements industriels

Région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

	Moyenne 2003-2005			2006-2008	
	Nombre ('000)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
		régional	régional	au Québec	régional
Ensemble des industries	33 900	100 %	100 %	0,5 %	1,1 %
Primaire	2 800	8,3 %	2,6 %	-0,7 %	-0,6 %
Manufacturier	3 000	8,8 %	17,0 %	-1,3 %	0,9 %
Construction	1 300	3,8 %	4,6 %	1,3 %	-0,1 %
Services	26 700	78,8 %	75,9 %	0,8 %	1,3 %
Services à la consommation	10 500	31,0 %	27,6 %	1,1 %	1,2 %
Services à la production	5 700	16,8 %	24,0 %	1,3 %	1,7 %
Services gouv. et parapublics	10 500	31,0 %	24,3 %	0,4 %	0,8 %

Source: Service Canada - Région du Québec

Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada

Le secteur primaire représente environ 8 % de l'emploi total de la région, c'est trois fois plus élevés que dans l'ensemble du Québec. Depuis le début des années 90, son poids relatif est cependant à la baisse avec une diminution de près de quatre points de pourcentage. L'exploitation des ressources naturelles, surtout marines et forestières, occupe une place importante et génère des activités comparables de transformation de la ressource.

Avec environ 9 % de l'emploi, le secteur manufacturier est sous-représenté dans la région. La préparation et le conditionnement des produits marins ainsi que la fabrication de produits à partir du bois constituent près de deux tiers des activités de ce secteur.

Comme ailleurs au Québec, le secteur des services regroupe la plus grande part des emplois de la région. Les emplois de ce secteur se situent majoritairement dans le commerce de détail, les services d'enseignement, l'hébergement, la restauration, les soins de santé et l'assistance sociale. De par son importance, le secteur des services détermine fortement le taux de croissance de l'emploi régional.

## Secteur primaire

Près de 80 % des emplois de ce regroupement se concentrent dans les deux secteurs suivants : celui de la foresterie et l'exploitation forestière et celui de la pêche

Près de 80 % des emplois de ce regroupement se concentrent dans les deux secteurs suivants : celui de la foresterie et l'exploitation forestière et celui de la pêche. La culture agricole et l'élevage génèrent une petite partie des activités de ce secteur. Soulignons que ce dernier accueille les activités liées à l'aquaculture (poissons, mollusques, crustacés, plantes aquatiques, etc.). L'extraction minière ne représente plus qu'une part infime de l'emploi du secteur. Au début des années 90, surtout en raison de la mine de cuivre à Murdochville, elle pouvait employer en moyenne 1 300 travailleurs alors que dix ans plus tard ils ne sont qu'environ 200 à travailler dans ce secteur.

Tableau 3

### Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur primaire Région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

	Moyenne 2003-2005			2006-2008	
	Nombre ('000)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	régional	régional	au Québec	régional	au Québec
Ensemble du secteur primaire	2 800	8,3 %	2,6 %	-0,7 %	-0,6 %
Agriculture	300	0,9 %	1,5 %	0,7 %	-0,5 %
Foresterie et exploitation forestière	1 000	2,9 %	0,6 %	-1,9 %	-2,4 %
Pêche, chasse et piégeage	1 300	3,8 %	0,0 %	-0,4 %	1,2 %
Extraction minière	200	0,6 %	0,4 %	0,0 %	0,7 %

Source: Service Canada - Région du Québec

Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada

En raison de la forte saisonnalité des activités d'exploitation des ressources naturelles, l'emploi fluctue énormément selon la période de l'année

En raison de la forte saisonnalité des activités d'exploitation des ressources naturelles, l'emploi fluctue énormément selon la période de l'année. En effet, au plus fort de l'activité, il peut représenter près de 15 % de l'emploi (juillet) alors qu'au plus creux de la saison, il n'en explique qu'un peu plus de 5 %. Ainsi, le niveau d'emploi du secteur primaire signalé au tableau ci-dessus nous indique qu'en moyenne annuelle il y avait environ 2 800 emplois. Il ne s'agit donc pas du nombre de personnes qui ont travaillé, mais d'une estimation du nombre moyen d'emplois annuels que ce secteur a généré par ses activités.

Récemment, le primaire a connu une légère décroissance. Le secteur de la foresterie et l'exploitation forestière a enregistré une croissance positive. Mais l'agriculture, la pêche et l'extraction minière ont tous connu des baisses d'emploi. Ces baisses ont parfois été fortes (agriculture et extraction minière). Pour les trois prochaines années, l'agriculture devrait enregistrer un taux de croissance positif.

## Agriculture

Pour la culture agricole, les perspectives sont bonnes en raison des possibilités de développement d'une agriculture biologique et du terroir

La culture agricole et l'élevage (sauf l'aquaculture) représentent environ 85 % des emplois affectés au secteur agricole régional. Selon le Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec (MAPAQ), dans la région, les activités reliées à la terre se concentrent majoritairement dans trois sous-secteurs : la production horticole (principalement maraîchère et potagère) avec 30 % des emplois, les bovins de boucherie 25 % et les bovins laitiers 15 %. La main-d'œuvre familiale occupe près des deux tiers des emplois. Sur l'ensemble du territoire de la Gaspésie et des Îles, il y aurait environ 300 exploitations agricoles de petites tailles et pratiquant une agriculture extensive.

Pour la culture agricole, les perspectives de croissance pour l'horizon 2006-2008 sont bonnes en raison des possibilités de développement d'une agriculture biologique et du terroir. La région possède des terres disponibles de bonne qualité agricole et environnementale à prix abordable. La mise en place de nouvelles petites fermes familiales ou l'expansion de celles qui sont existantes procureront de nouveaux emplois au secteur.

Les activités liées à la mariculture emploient environ 15 % des personnes œuvrant dans le secteur agricole. Celles-ci demeurent encore embryonnaires et les quantités produites génèrent peu d'emplois. Au Québec et dans la région, c'est la production de moules qui est la plus importante et sa croissance, en raison d'améliorations des techniques de production, a été forte. En effet, les volumes produits ont connu une expansion de 25 à 30 % par année et celle-ci devrait se poursuivre. L'essentiel de la production gaspésienne est vendu sur le marché intérieur. La production des Îles-de-la-Madeleine est, quant à elle, vendue aux producteurs de l'Île-du-Prince-Édouard, principale province productrice de moules.

Le Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se présentent comme des petits compétiteurs dans le marché de la moule. Par contre, la demande est en forte croissance au Canada et aux États-Unis, principal marché d'exportation, et l'accès à de nouveaux sites d'élevage à l'Île-du-Prince-Édouard serait restreint, ce qui pourrait favoriser les producteurs de la région. La commercialisation (transformation et mise en marché) constituera le principal défi de l'industrie de la moule pour les prochaines années.

La culture du pétoncle, concentrée surtout aux Îles-de-la-Madeleine, continuera de croître. Mais elle devra encore profiter de développements technologiques pour atteindre une certaine maturité. Le marché du pétoncle se caractérise par une offre abondante et des prix de gros en diminution depuis la fin des années 90.

## Pêches

La pêche commerciale utilise au plus fort de la saison près de 4 % de la population en emploi et en génère sensiblement le même nombre dans les usines de transformation de poissons et de crustacés. Les activités sont saisonnières et, depuis la baisse des stocks de poisson de fond au début des années 90, la période de capture est plus courte. En effet, leur remplacement par des crustacés à valeur élevée (crabe, homard et crevette) a eu pour conséquence de faire augmenter le revenu tiré des activités de pêche et de diminuer la quantité de main-d'œuvre requise en raison de saisons de pêche plus courtes.

Les débarquements  
des pêches  
commerciales de la  
région représentaient  
environ 80 % de ce qui  
est réalisé au Québec

Le volume et la valeur des débarquements de l'ensemble des pêches commerciales de la région représentaient environ 80 % de ce qui est réalisé au Québec<sup>1</sup>. La crevette constitue la principale espèce débarquée en Gaspésie et n'est pas présente aux Îles-de-la-Madeleine. Cette espèce génère environ 20 % de la valeur des débarquements de la région. Le crabe est la deuxième espèce en termes de volume des débarquements mais la première en ce qui concerne la valeur (environ 45 %). Le homard accapare environ le tiers de la valeur des débarquements pour moins de 10 % des débarquements. Le poisson de fond correspond à seulement 5 % de la valeur des débarquements et à environ 10 % de leur volume.

Pour 2006-2008, les différentes flottilles de pêcheurs seront aux prises avec plusieurs problèmes récurrents et d'autres plus récents qui minent leur rentabilité. Sauf pour la crevette, la gestion des stocks des ressources halieutiques commande des stratégies de conservation et de réduction de l'effort de pêche qui devraient avoir une incidence sur les travailleurs du secteur. En effet, les rachats de permis, la diminution du nombre de casiers pour le crabe et le homard ou le retranchement de quelques jours à la saison de pêche entraîneront une baisse du nombre de semaines de travail.

<sup>1</sup> Les données publiées par MPO incluent des activités de pêche situées sur le territoire du Bas-St-Laurent (du Bic à Les Méchins). Les débarquements des pêcheurs du secteur de Gaspé-Nord représentent 15 % de la valeur des débarquements du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Mentionnons que le ministère Pêche et Océans (MPO) a entrepris la mise en œuvre d'un Cadre stratégique de gestion des pêches sur la côte de l'Atlantique qui prévoit l'adoption d'une approche plus participative à la gestion des pêches où les utilisateurs de la ressource sont amenés à faire des choix responsables en vue de progresser vers l'autosuffisance. Ce cadre stratégique, en favorisant une participation de tous, devrait entraîner une gestion des conflits plus longue que par le passé dans une industrie où les solutions ont souvent consisté à demander un accès plus grand à une ressource jugée abondante.

En 2005, le prix au débarquement de plusieurs espèces était à la baisse. Celui du crabe a connu une baisse significative d'environ 30 %. L'effet de celle-ci a été compensé en partie par une hausse des quotas. En Gaspésie, le crabe a connu une période de croissance importante des volumes débarqués depuis quelques années. La période de hausse des quotas devrait avoir atteint son niveau maximum et, en raison du cycle biologique du crabe, les quantités allouées par MPO devraient être à la baisse à partir de 2006. Le prix payé au débarquement est à la baisse et semble vouloir se maintenir bas. Les États-Unis sont le principal marché pour le crabe canadien.

Malgré des quotas aussi en hausse, l'industrie de la crevette n'a pas connu une bonne année. En milieu de saison, les transformateurs ont diminué le prix offert et les pêcheurs ont répliqué en mettant fin prématurément à la saison de pêche. Cette industrie évolue dans un contexte de surabondance de la ressource et d'une forte concurrence. La présence d'une abondante quantité de crevettes nordiques et de crevettes d'eau chaude à faible prix sur les principaux marchés d'exportation serait responsable de la baisse des prix de gros. Environ 60 % de la production des usines est expédiée à l'extérieur du Canada dont 30 % aux États-Unis. La force du dollar canadien face à la devise américaine pourrait favoriser un glissement des exportations vers l'Europe. La crevette nordique est toutefois soumise à des tarifs douaniers progressifs qui limitent les possibilités de l'avantage compétitif que pourrait octroyer un taux de change plus favorable avec l'Euro.

La hausse du prix des produits pétroliers et la force du huard constituent des facteurs qui ont aggravé les difficultés des pêcheurs en 2005. Les perspectives à venir pour le pétrole et le dollar canadien ne sont guère réjouissantes pour les pêcheurs. En effet, la valeur des deux devrait se maintenir à des niveaux élevés. Ainsi, les prévisions pour 2006-2008 dans le secteur des pêches penchent pour une légère décroissance de l'emploi (-0,4%).

## Foresterie et exploitation forestière

La forêt de la péninsule est exploitée sur presque tout le territoire et la forêt privée y représente environ 20 %. Elle procure 3,1 % des emplois de la région comparativement à 0,6 % au Québec. Depuis la fin des années 90, malgré plusieurs événements négatifs, le niveau moyen d'emploi s'est légèrement accru. Il n'y a pas d'exploitation forestière sur le territoire des Îles-de-la-Madeleine.

Depuis la fin des années 90, malgré plusieurs événements négatifs, le niveau moyen d'emploi s'est légèrement accru

L'application des recommandations du rapport Coulombe, devrait entraîner une réduction des emplois en forêt

Extraction minière et extraction de pétrole et gaz

En 2000, suite à une série de sévices naturels (épidémie de tordeuse des bourgeons, feux de forêts, etc.), la région a essuyé une première réduction d'environ 20 % de la possibilité forestière. Par contre, la redistribution temporaire des volumes de bois octroyés à l'usine de pâte et papier Gaspésia, fermée en 1999, a compensé en partie la réduction. En 2005, ces volumes ont été attribués de façon permanente permettant ainsi d'assurer une certaine stabilité des emplois et des approvisionnements.

La baisse de la possibilité forestière de 20 % en forêt publique, découlant de l'application des recommandations du rapport Coulombe, devrait entraîner une réduction des emplois en forêt. En outre, les changements adoptés par l'Assemblée nationale imposant une participation monétaire de l'industrie forestière dans l'exécution des travaux sylvicoles constitueront une autre contrainte à la croissance de l'emploi dans ce secteur.

Le secteur de l'exploitation forestière subit aussi les contrecoups de plusieurs facteurs qui minent la rentabilité des scieries (conflit sur le bois d'œuvre et appréciation du dollar canadien) et diminuent la demande de bois. De plus, en raison de la fin en 2005 des activités de deux entreprises qui utilisaient leurs résidus de sciage, la situation financière des scieries est encore plus difficile.

L'exploitation de la forêt privée devrait se poursuivre au même rythme. L'imposition de droits compensatoires peu élevés pour les producteurs de bois d'œuvre du Nouveau-Brunswick offre un débouché intéressant pour les producteurs privés de la Gaspésie et, suite à la mise en œuvre des recommandations du rapport Coulombe, ceux-ci risquent d'être plus fortement sollicités en vue de maintenir le niveau d'approvisionnement en bois des scieries.

Pour 2006-2008, la mise en valeur du potentiel de produits forestiers non ligneux (PFNL), tel l'if du Canada, pourrait offrir des possibilités de croissance dans les années à venir. Il est encore trop tôt pour anticiper une croissance importante des niveaux d'emploi, liés à ces activités, susceptible de compenser les pertes appréhendées. L'exploitation des essences de bois mou constituerait une solution pour les entreprises forestières de la région, mais le démarrage d'entreprises utilisant ces essences pourrait ne pas voir le jour à court terme d'autant plus qu'elles doivent avant tout régler le problème des résidus. Le niveau moyen d'emploi devrait continuer à décliner quoique à un rythme légèrement moins rapide que pour l'ensemble du Québec.

Les activités minières de la région se concentrent presque exclusivement dans l'extraction du sel aux Îles-de-la-Madeleine où l'entreprise Mine Seleine emploie environ 180 personnes. Junex exploite un gisement de gaz naturel près de Gaspé et plusieurs entreprises procèdent présentement à de la prospection minière ou pétrolière et gazière sur le territoire de la péninsule.

La découverte de petits gisements de pétrole près de Gaspé, les investissements annoncés et les partenariats mis en place en 2005 semblent prometteurs. À moyen terme, cela pourrait entraîner une hausse de l'emploi. Néanmoins, pour ce qui est de la période 2006-2008, il apparaît difficile d'anticiper une croissance de l'emploi dans ce secteur.

## Secteur manufacturier

Le manufacturier représentait 9 % de l'emploi régional comparativement à 17 % pour l'ensemble du Québec

Le manufacturier représentait 9 % de l'emploi régional comparativement à 17 % pour l'ensemble du Québec. L'activité se concentre majoritairement dans les secteurs liés à l'exploitation des ressources naturelles du territoire : la forêt et la mer. En effet, les industries de la transformation de poisson et fruits de mer et de la fabrication de produits en bois et du papier occupent plus de 85 % de la main-d'œuvre du secteur manufacturier.

Tableau 4

### Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur manufacturier Région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

	Moyenne 2003-2005			2006-2008	
	Nombre ('000)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	régional	régional	au Québec	régional	au Québec
Ensemble du manufacturier	3 000	8,8 %	17,0 %	-1,3 %	0,9 %
Manufacturier lié à la consommation	1 200	3,5 %	6,7 %	-0,1 %	0,4 %
Aliments, boissons et tabac	900	2,7 %	2,2 %	-0,4 %	1,9 %
Autres man. liés à la consommation	300	0,9 %	4,5 %	0,7 %	-0,4 %
Manufacturier lié aux ressources	1 500	4,4 %	4,0 %	-8,4 %	-0,3 %
Fabrication de produits en bois	1 000	2,9 %	1,6 %	-1,6 %	-1,1 %
Fabrication du papier	300	0,9 %	1,0 %	-	-1,2 %
Autres man. liés aux ressources	200	0,6 %	1,4 %	-	0,9 %
Manufacturier lié aux investissements	300	0,9 %	6,3 %	10,8 %	2,1 %

Source: Service Canada - Région du Québec

Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada

## Manufacturier lié à la consommation

Les usines de préparation et de conditionnement de poissons et de fruits de mer emploient la majorité des travailleurs du secteur des aliments et boissons

Comme dans l'ensemble du Québec, le secteur manufacturier a vu son importance relative diminuer au cours des deux dernières décennies. En effet, au début des années 90, il représentait plus de 12 % de l'emploi de la région. Les efforts en vue d'accroître la productivité des entreprises se sont traduits par des baisses d'effectifs et quelquefois par la fermeture définitive de l'entreprise.

Pour 2006-2008, ce secteur affiche un taux de croissance annuel moyen négatif : c'est principalement en raison de la fermeture en juillet 2005 de la Smurfit-Stone de New Richmond qui a effacé environ 10 % de l'emploi manufacturier. Si on fait abstraction de cette fermeture, le secteur manufacturier devrait réaliser une performance positive principalement en raison d'une croissance forte du manufacturier lié aux investissements. Celle-ci découle notamment des activités de fabrication des composantes des éoliennes qui seront mises en place sur le territoire du Bas-St-Laurent et de la Gaspésie.

Le regroupement manufacturier lié à la consommation avec 3,7 % de l'emploi est sous-représenté par rapport à la place qu'il occupe dans l'ensemble du Québec (6,7 %). Selon nos estimations, environ 1 200 personnes travaillent dans les différentes entreprises de ce regroupement. Celui-ci a déjà été plus important dans la région. En effet, la moyenne de l'emploi pour la période 1990-1992 se situait à environ 2 300.

Les employeurs du secteur des aliments et boissons embauchent près de 75 % de la main-d'œuvre du manufacturier lié à la consommation. Ce groupe d'industries a enregistré une baisse d'emploi au cours de la période récente. En effet, ce secteur mobilisait à lui seul plus de 2 000 personnes au début des années 90. Depuis cette époque, les niveaux d'emploi ont constamment chuté pour se stabiliser autour de 1 500 vers la fin des années 90. Ils ont diminué de nouveau à partir de 2001.

Les usines de préparation et de conditionnement de poissons et de fruits de mer emploient la majorité des travailleurs du secteur des aliments et boissons. Ces entreprises ont pour la majorité une période d'activité saisonnière qui s'étend de l'ouverture à la fermeture des différentes saisons de pêche. Les usines qui traitent une seule espèce opèrent habituellement sur une période plus courte. Très peu d'entreprises ont réussi à diversifier suffisamment leur production pour fonctionner toute l'année. Le remplacement de la pêche au poisson de fond, dont la période de capture est longue et dont la transformation ajoutait plus de valeur, par celle des crustacés achevée sur une période plus courte et exigeant moins de transformation a contribué à réduire le nombre d'emplois du secteur.

Très peu d'entreprises ont réussi à diversifier suffisamment leur production pour fonctionner toute l'année

Le marché américain accapare maintenant plus de 70 % des exportations québécoises de produits aquatiques

Manufacturier lié aux ressources

Ces entreprises sont aux prises avec la vigueur de la devise canadienne et la forte concurrence des pays asiatiques. Selon les données de Statistique Canada, la part des pays asiatiques dans les importations québécoises de poissons, crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques est passée d'environ 30 % à 50 % en 10 ans. Durant cette période, les importations de la Chine ont crû de 15 % par année et celles du Vietnam de 41 %. Mentionnons qu'avec un taux de croissance annuel moyen de plus de 50 %, le Chili, en Amérique du Sud, a vu sa part augmenter de moins de 1 % à 16 %.

Pendant ce temps, les exportations québécoises d'espèces aquatiques se sont graduellement concentrées vers un seul marché d'exportation. Il y a dix ans la production québécoise de produits aquatiques se retrouvait principalement sur trois marchés : États-Unis (40 %), Japon (30 %) et Royaume-Uni (10 %). Le marché américain accapare maintenant plus de 70 % des exportations québécoises de produits aquatiques. Le Japon, toujours deuxième pays de destination des exportations québécoises de produits aquatiques, n'en reçoit plus que 6 % et le Royaume-Uni environ 1 %. Cette concentration des exportations vers le marché américain aggrave la pression occasionnée par la force de la devise canadienne sur l'industrie régionale de la transformation des produits marins.

La baisse des quantités débarquées par les pêcheurs, les prix peu élevés payés sur les marchés pour les produits marins et le taux de change élevé du dollar canadien constituent donc des facteurs réduisant les niveaux d'activités de ces entreprises. Pour 2006-2008, le niveau d'emploi devrait légèrement chuter. Le développement d'activités de 2ième et 3ième transformation de la ressource ou la transformation de nouvelles espèces pourraient amoindrir légèrement la baisse d'emploi. Certaines productions de produits marins devraient accroître les efforts de commercialisation et de hausse de productivité pour faire face à la concurrence.

Le manufacturier lié aux ressources est légèrement plus important que dans l'ensemble du Québec. Tout au long des années 90, il a enregistré des gains d'emploi plus élevés que les deux autres regroupements du manufacturier pour accroître son importance. À la fin des années 80, son niveau d'emploi avoisinait 1 300. Sous l'impulsion de la transformation du bois, il se situait à une moyenne de près de 1 600 au cours de la période 2002-2004. La transformation du papier a vu son nombre d'emplois diminuer vers la fin des années 90 avec la restructuration du secteur des pâtes et du papier, ce qui a entraîné la fermeture de la Gaspésia, alors propriété d'Abitibi-Consolidated. En 2005, face à la baisse de la demande de cartons en Amérique du Nord, Smurfit-Stone a définitivement fermé la dernière usine de pâtes et papiers sur le territoire. Avec plus de 70 % des emplois, les usines de transformation de produits en bois constituent les principaux employeurs.

La croissance de l'emploi prévue pour les trois prochaines années sera négative. Par contre, en ne tenant pas compte de la fermeture de la Smurfit-Stone qui a déjà été réalisée, les perspectives seraient moins sombres que le taux de croissance de -8,4 % affiché au tableau 5 tout en étant plus négatives que celles du Québec.

Dans le contexte actuel, les perspectives pour les usines de transformation du bois seront peu favorables et les effectifs devraient diminuer légèrement. En effet, l'impact de la baisse de 20 % de la possibilité forestière dans les principales essences résineuses imposée par le rapport Coulombe devrait se poursuivre jusqu'en avril 2008. Les prévisions quant au marché de la construction résidentielle misent pour un recul, tant aux États-Unis qu'au Canada, ce qui aura un impact sur la demande de bois d'œuvre. Le taux de change de la devise constitue aussi un facteur défavorable à la croissance de l'emploi. Le cadre est plutôt propice à la restructuration, à la modernisation et à la fabrication de produits à plus grande valeur ajoutée. La poursuite du conflit sur le bois d'œuvre joue un rôle important dans les difficultés du secteur. Il est difficile d'anticiper le moment où ce contentieux se terminera. Néanmoins, étant donné les sommes importantes susceptibles d'être remboursées aux industriels, son règlement pourrait entraîner une accélération des modernisations et du passage à des produits à plus forte valeur ajoutée qui pourraient réduire le nombre d'emplois.

### Manufacturier lié aux investissements

La construction de parcs éoliens en Gaspésie et au Bas-St-Laurent a permis la création d'une entreprise de fabrication de pâles d'éoliennes

Les industries manufacturières liées aux investissements sont modestes dans l'économie régionale. L'éloignement des réseaux de transport explique en partie la présence d'un petit nombre d'entreprises. Pour 2003-2005, l'emploi moyen de ce regroupement se situait à environ 300. La construction de parcs éoliens en Gaspésie et au Bas-St-Laurent a permis la création d'une entreprise de fabrication de pâles d'éoliennes. Les embauches de cette entreprise, majoritairement en 2006, expliquent presque la totalité du taux de croissance élevé (tableau 5) prévu pour ce regroupement. Toutefois, cette création d'emplois est très localisée. D'autres lieux géographiques de la région pourraient enregistrer une croissance de l'emploi dans ce regroupement mais les niveaux devraient demeurer faibles.

### Industrie de la construction

Le secteur de la construction a connu un niveau d'activités élevé en 2004 et 2005 dans la région<sup>2</sup>. En effet, selon les données de la Commission de la construction du Québec (CCQ), les heures travaillées devraient progresser d'environ 15 % en 2005. Tous les secteurs (industriel, génie et voirie, résidentiel, institutionnel et commercial) ont connu des hausses du nombre d'heures travaillées. Les travaux de génie civil et de voirie, surtout liés au parc d'éoliennes à Murdochville et aux chantiers de routes et d'infrastructures, sont en grande partie responsable de la bonne performance.

<sup>2</sup> La CCQ publie des statistiques sur la base de la région Bas-St-Laurent-Gaspésie.

Pour les années à venir, les activités liées à la construction des parcs d'éoliennes devraient favoriser une légère hausse des heures travaillées

Le niveau moyen d'emploi pour la période 2003-2005 dans la construction se situe à 1 300 personnes. Il représente environ 3,8 % des emplois de la région, ce qui constitue un pourcentage légèrement inférieur à celui du Québec (4,6 %). Après une longue période de contraction durant les années 90, l'emploi a légèrement progressé au cours de la période récente. Pour les années à venir, les activités liées à la construction des parcs d'éoliennes pour satisfaire à l'appel d'offres de 1 000 MW d'Hydro-Québec devraient favoriser une légère hausse des heures travaillées. L'activité dans la branche institutionnelle et commerciale semble vouloir se maintenir.

La progression du secteur résidentiel demeure plus difficile à prévoir. La décroissance démographique imprime une tendance à la baisse sur la demande de logement. Par contre, les données publiées dernièrement indiquent que la région possède un parc de logement (propriétaire et locataire) moins récent et nécessitant des réparations majeures. Le taux d'inoccupation est faible dans la ville de Gaspé et la vigueur de l'activité économique affichée présentement suggère un léger boom résidentiel à venir.

En conséquence, les perspectives pour le secteur de la construction penchent pour une croissance de 1,3 % par année pour 2006-2008. Cette croissance est plus élevée que dans l'ensemble du Québec où les perspectives sont plutôt stables.

## Services à la consommation

Avec un niveau d'emploi moyen de 10 500 personnes, les services à la consommation constituent le deuxième regroupement en importance. Avec environ 31 % de l'emploi, ils sont plus importants que dans l'ensemble du Québec où ils en représentent environ 28 %.

Tableau 5

### Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la consommation

Région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

	Moyenne 2003-2005			2006-2008	
	Nombre ('000)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
		régional	régional	au Québec	régional
Services à la consommation	10 500	31,0%	27,6%	1,1%	1,2%
Commerce de détail	5 300	15,6%	12,8%	0,9%	0,9%
Information, culture et loisirs	900	2,7%	4,5%	1,2%	1,7%
Hébergement et restauration	2 500	7,4%	5,8%	1,4%	1,7%
Autres services	1 800	5,3%	4,5%	0,8%	1,3%

Source: Service Canada - Région du Québec

Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada

## Commerce de détail

Le commerce au détail croît malgré une décroissance démographique, ce qui s'explique par l'augmentation du revenu disponible des ménages et une hausse des activités économiques liées au tourisme

Des quatre grands secteurs qui composent les services à la consommation, le commerce de détail est de loin le plus important. Il procure 16 % des emplois de la région comparativement à près de 13 % au Québec. Après la baisse enregistrée à la suite de la récession de 1991 et de l'imposition du premier moratoire sur la pêche au poisson de fond en 1993, le commerce de détail est en croissance depuis la fin des années 90. Son taux de croissance moyen (environ 4 %) s'est établi à un niveau supérieur à celui de l'ensemble des secteurs. La région enregistrant une décroissance démographique importante depuis plus de dix ans, sa performance apparaît donc relativement bonne. Cet accroissement peut être associé à une augmentation du revenu disponible des ménages et à une hausse des activités économiques liées au tourisme.

Mentionnons aussi que, depuis quelques années, la région a vu grossir le nombre de ses résidents saisonniers qui viennent profiter, du mois de mai à août, de la beauté des paysages, de la tranquillité, des températures moins humides que les grandes villes et des prix d'achat relativement bas d'une seconde résidence. Il s'agit pour la région d'un apport de consommateurs ayant généralement un revenu élevé.

Dans l'ensemble, on anticipe une croissance de l'emploi de près d'un point de pourcentage pour 2006-2008 pour le secteur du commerce de détail. Il s'agit d'un taux de croissance similaire à celui du Québec. Les facteurs ayant joué un rôle lors de la période précédente devraient toujours exercer leur influence. De plus, la présence des nombreux travailleurs de la construction provenant des autres régions du Québec sur les chantiers reliés aux différents projets de parcs éoliens devrait exercer une pression à la hausse sur la consommation.

## Hébergement et restauration

L'augmentation du tourisme étranger et les efforts pour allonger la durée de la saison touristique supportent la croissance du secteur de l'hébergement et de la restauration

L'hébergement et la restauration occupent la deuxième place avec environ 7,4 % des personnes occupées de la région. Leur représentativité régionale est aussi légèrement plus importante qu'au Québec (5,8 %).

Le secteur de l'hébergement et de la restauration a connu une croissance forte au cours de la période récente. Celle-ci peut être associée en partie aux développements de l'industrie touristique des dernières années qui se sont traduits par l'augmentation du tourisme étranger et par les efforts pour allonger la durée de la saison touristique.

On anticipe un taux de croissance d'environ 1,4 % pour 2006-2008. Il devrait aussi profiter de la présence de chantiers importants reliés à la construction des parcs éoliens. De plus, la poursuite des efforts en vue d'améliorer, développer et allonger l'offre touristique devrait avoir un impact favorable sur la croissance de l'emploi et la durée de la période d'emploi. La valeur élevée de la devise canadienne pourrait ralentir les efforts d'allongement de la saison touristique, ceux-ci étant principalement orientés vers les touristes en provenance des États-Unis et de la région géographique de l'Euro.

## Information, culture et loisirs

La place occupée par le secteur de l'information, de la culture et des loisirs (2,7 %) est marginale en regard de l'importance des activités liées au tourisme dans la région. Les activités liées au tourisme<sup>3</sup> représenteraient environ 8 % des emplois du secteur des services. Le secteur de l'information est peu significatif en termes d'emploi dans la région. En effet, les activités d'édition, la radiotélévision, les télécommunications, les fournisseurs de services Internet, du film et de la vidéo, etc. sont peu présentes dans la région. Près de 90 % des emplois de ce secteur se concentrent dans le secteur des arts, du spectacle et des loisirs. Au Québec, le secteur de l'information, de la culture et des loisirs emploie 4,5 % des personnes occupées.

Ce secteur devrait croître au taux d'environ 1,2 % pour les trois prochaines années. Les efforts reliés au développement d'infrastructures récréo-touristiques pour supporter le développement de l'industrie touristique devraient soutenir la croissance de ce secteur. La force de la devise canadienne constitue un facteur pouvant limiter la croissance.

## Autres services à la consommation

Les autres services (services de réparation et d'entretien, services personnels et de blanchissage, organismes sociaux et ménages privés) fournissent environ 5 % des emplois, soit un pourcentage un peu plus élevé qu'au Québec (4,5 %). Durant la période 2003-2005, ce secteur a enregistré une baisse. Malgré le développement des sous-secteurs des soins personnels et des organismes d'action sociale, la décroissance démographique a une influence à la baisse sur ce secteur. De plus, l'aide financière accordée par le gouvernement québécois aux services rendus par les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD) et le développement du réseau des services de garde subventionnés ont provoqué le déplacement de certains emplois vers le secteur de l'assistance sociale.

Pour la période 2006-2008, ce secteur croîtra à un rythme inférieur à 1 % en moyenne par année.

<sup>3</sup> Le tourisme ne constitue pas un secteur industriel délimité mais une série d'activités reliées à des degrés divers à des secteurs industriels du domaine des services comme le commerce de détail, l'hébergement, la restauration, les loisirs et divertissements.

## Services à la production

Les secteurs du transport et de l'entreposage et des services publics devraient afficher une croissance intéressante en raison des activités liées à la mise en place des différents parcs éoliens

Avec 17 % de l'emploi, le secteur des services à la production représente une part importante de l'activité économique de la région. Par contre, elle est très inférieure à celle pris par ceux-ci dans l'ensemble du Québec (24 %). Le taux de croissance moyen observé depuis la fin de la récession de 1991 a été beaucoup plus élevé que pour la majorité des secteurs. La gestion d'entreprises, soutien administratif et les services professionnels, scientifiques et techniques ont enregistré les progressions les plus fortes. Le secteur des transports et de l'entreposage a fait lui aussi une bonne performance. Le commerce de gros et les services publics ont plutôt marqué une décroissance.

Pour 2006-2008, l'emploi devrait croître à un rythme plus rapide que pour l'ensemble des secteurs. Les secteurs du transport et de l'entreposage et des services publics devraient afficher une croissance intéressante en raison des activités liées à la mise en place des différents parcs éoliens (recherche, consultants, lignes électriques, transport, etc.).

Tableau 6

### Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la production Région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

	Moyenne 2003-2005		2006-2008		
	Nombre ('000)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
		régional	régional	au Québec	régional
Services à la production	5 700	16,8 %	24,0 %	1,3 %	1,7 %
Services publics	300	0,9 %	0,9 %	2,5 %	1,3 %
Commerce de gros	500	1,5 %	3,8 %	0,0 %	1,1 %
Transport et entreposage	2 000	5,9 %	4,6 %	1,6 %	1,3 %
Finance, assurances, immobilier et location	1 200	3,5 %	5,4 %	0,5 %	0,7 %
Serv. prof., scientifiques et techniques.	700	2,1 %	6,0 %	1,6 %	2,9 %
Gestion d'entreprises, soutien adm. et autres	1 100	3,2 %	3,3 %	1,5 %	2,8 %

Source: Service Canada - Région du Québec

Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada

## Services gouvernementaux et parapublics

Les services gouvernementaux et parapublics emploient 10 500 personnes dans la région. Ils regroupent environ 31 % des emplois de la région. La part de l'emploi régional de ce secteur est beaucoup plus importante qu'au Québec où elle est d'environ 24 %. La santé et l'assistance sociale fournissent de l'emploi à près des deux tiers des personnes travaillant dans ce secteur. Près de 23 % œuvrent dans les services d'enseignement et 28 % dans les différentes administrations publiques.

Les services gouvernementaux et parapublics regroupent environ 31 % des emplois de la région comparativement à 24% pour le Québec

Tableau 7

**Répartition et perspectives de l'emploi dans les services publics et parapublics**

Région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

	Moyenne 2003-2005			2006-2008	
	Nombre ('000)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
		régional	régional	au Québec	régional
Serv. gouv. et parapublics	10 500	31,0 %	24,3 %	0,4 %	0,8 %
Serv. d'enseignement	2 400	7,1 %	6,6 %	-0,8 %	-0,1 %
Soins ambulatoires et Hôpitaux	3 200	9,4 %	6,3 %	1,0 %	1,4 %
Autres soins de santé et Assistance sociale	2 900	8,6 %	5,6 %	1,3 %	2,1 %
Administration fédérale	400	1,2 %	1,9 %	-0,3 %	-0,2 %
Adm. provinciales et territoriales	900	2,7 %	2,2 %	-1,5 %	-0,6 %
Adm. locales, mun., régionales et autres	600	1,8 %	1,7 %	0,3 %	0,4 %

Source: Service Canada Région du Québec

Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada

Au cours de la période récente, ce groupe a enregistré une décroissance de ses effectifs. Tous les secteurs, sauf ceux liés à la santé, ont affiché des baisses. Pour certains, comme les services d'enseignement et l'administration publique provinciale, la baisse a été importante.

Le taux de croissance anticipé pour 2006-2008 se situera à environ 0,4 %, deux fois moins que la moyenne provinciale.

### Services d'enseignement

Les effectifs des services d'enseignement étaient d'environ 2 400 personnes en 2003-2005. Environ 7 % des personnes occupées oeuvraient dans l'enseignement, ce qui constitue une proportion presque similaire à celle du Québec.

Depuis le début des années 90, le nombre de personnes travaillant dans le secteur de l'éducation a enregistré des baisses. On peut attribuer une partie de cette diminution à la baisse de la clientèle scolaire engendrée par la décroissance démographique. À partir de 1997, les effectifs du secteur de l'enseignement avaient recommencé à enregistrer des gains mais depuis quelques années la tendance est à la baisse. Cette croissance résultait d'une augmentation de la fréquentation scolaire, de la progression du secteur de l'éducation aux adultes, de l'instauration de la maternelle à temps plein et de la constitution d'un réseau de garderie en milieu scolaire.

Au niveau régional, la volonté et les actions prises par le gouvernement du Québec en vue d'accroître le niveau de scolarisation de la population (virage scolarisation) ont aussi aidé à maintenir les effectifs. Les pressions démographiques constituent néanmoins des contraintes qui restreignent les possibilités de croissance pour les années à venir. Les perspectives pour 2006-2008 sont donc à la baisse. Néanmoins, les contraintes imposées par la nécessité de maintenir la qualité des services pour tous les élèves ainsi que les pressions populaires limitent la capacité du réseau scolaire à ajuster le niveau de ses effectifs aux fluctuations à la baisse de la clientèle scolaire.

## Soins de santé et assistance sociale

Au cours de la première moitié des années 90, les effectifs de ce secteur ont augmenté constamment. La progression a été beaucoup plus forte au sein du secteur des soins infirmiers et de l'assistance sociale qu'à l'intérieur des soins ambulatoires et des hôpitaux. Les compressions budgétaires survenues au milieu des années 90 dans la santé ont entraîné des baisses d'emploi (abolition de postes, préretraite, etc.) dans les secteurs des hôpitaux, des soins ambulatoires et des établissements de soins infirmiers.

Toutefois, au cours de la période récente, le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a connu une progression de ses effectifs. Cette bonne performance est surtout venue de l'assistance sociale. Le développement des entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD) et du réseau des garderies préscolaires (CPE) a favorisé la croissance de l'emploi dans deux segments du secteur de l'assistance sociale : les services aux personnes âgées et aux personnes ayant une incapacité et les services de garderie.

Pour 2006-2008, la progression devrait se situer aux environs de 1 %, soit un niveau légèrement supérieur à celui de l'ensemble des secteurs de la région. Il s'agit cependant de taux de croissance inférieurs à ceux de l'ensemble du Québec. Le contexte démographique régional et la difficulté d'attirer de la main-d'œuvre constituent des facteurs explicatifs de la croissance moins vigoureuse pour ces emplois au niveau de la région.

## Administrations publiques

Depuis le début des années 90, l'emploi dans les administrations publiques a légèrement diminué. La fin des années 90 a vu une légère hausse de l'emploi sous l'impulsion de la fonction publique provinciale et dans une moindre mesure de la municipale. Par contre, pour la période récente l'emploi du sous-secteur de l'administration publique provinciale a chuté de façon importante. Sa part dans l'emploi étant d'environ 50 %, cette baisse a entraîné avec elle les effectifs de l'ensemble des administrations publiques. Au total, l'emploi dans les administrations publiques s'est contracté d'environ 8 %.

Les contraintes budgétaires des différents gouvernements et les promesses de réinvestissements en éducation et en santé vont limiter la croissance des administrations publiques pour les trois prochaines années. La reconfiguration de l'État québécois et les partenariats publics-privés devraient aussi avoir un impact à court terme sur le nombre d'emplois du secteur public. Les transferts de revenus vers les municipalités et le rôle accru qui semble vouloir être donné aux Conférences régionales des élus dans le développement régional fait légèrement pencher vers une augmentation de l'emploi au niveau de l'administration publique locale, municipale, régionale.

Dans l'ensemble, pour 2006-2008, le niveau de l'emploi devrait diminuer légèrement.

## Conclusion

Les perspectives sectorielles régionales penchent pour une légère amélioration de l'emploi. Par contre, celle-ci sera moins forte que pour l'ensemble du Québec. La région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine vit une situation économique fragile depuis plusieurs années qui continue d'accroître l'écart entre le marché du travail régional et provincial.

Pour 2006-2008, la construction des parcs éoliens et les entreprises de fabrication ou sous-traitantes liées à ces parcs vont générer des activités importantes dans la région, ce qui soutiendra la création d'emplois. Indirectement, ces différents chantiers éoliens devraient susciter un dynamisme dans le secteur de la construction et, dans une moindre mesure, dans ceux du commerce de détail et de l'hébergement et de la restauration. L'accent mis sur le développement de l'offre touristique régionale se poursuivra et de légers gains d'emploi sont à prévoir. Les créneaux récréotouristique et tourisme d'aventure sont particulièrement visés. Les secteurs de la santé et de l'assistance sociale suivront la tendance provinciale à la hausse, quoique le contexte démographique et les difficultés de recrutement limitent la croissance de l'emploi.